



A l'occasion du lancement du manifeste de l'agent des Finances Publiques, l'intersyndicale DGFIP de Haute-Garonne a tenu une conférence de presse.



La colère des syndicats ne faiblit pas dans les Finances Publiques

SOCIAL



Ce matin, l'ensemble des syndicats nationaux de la Direction Générale des Finances publiques issue de la fusion entre le Trésor public et les impôts, se réuniront pour le lancement du «Manifeste de l'agent des Finances publiques pour un service public de qualité», suite à une rupture de discussion avec la direction.

«Nous sommes l'une des administrations les plus maltraitées dans le service public français», déclare Régis Lagrifoul, du syndicat Solidaires : Finances publiques. Avec un poste remplacé pour trois départs à la retraite, les finances publiques sont victimes d'un net sous-effectif. A l'heure actuelle, le département de la Haute-Garonne enregistre par exemple vingt emplois vacants. Ce manque de personnel entraîne ainsi «un problème au niveau de l'accueil», continue le syndicaliste, «on a du mal à renseigner les gens en difficulté de paiement, ou encore à contrôler les dépenses des collectivités locales».

Outre la revendication du maintien des emplois, les syndicats de la Direction Générale des Finances Publiques réclame de meilleures conditions de travail, c'est-à-dire la préservation et le renouvellement des postes, ainsi qu'une garantie du pouvoir d'achat des personnels. Par ailleurs, les signataires de ce manifeste craignent la disparition du réseau des Finances publiques. «Un système de maillage territorial qui permet la gestion des comptes des communes avec un regard extérieur», explique Boris Beaudouin du syndicat CGT, pointant que «c'est l'assurance d'un service public de proximité pour les collectivités locales et les personnes à mobilité réduite».

Bien plus qu'un dictionnaire de revendications, le manifeste a été rédigé pour médiatiser l'action de ces fonctionnaires dont les missions sont peu connues du grand public, et par là même déconstruire les préjugés sur une profession souvent considérée comme «privilegiée», souligne le texte.

«Le manifeste est en cours de signature sur son site internet» ajoute Boris Beaudouin. La réunion d'information se tient ce matin, à 11h45 à la Direction Générale des Finances Publiques au 38 rue des Lois.